

Doc. 427

15 octobre 1955

Situation économique en Turquie (Rapport no. 2)

Rapport

Commission des questions économiques et du développement

Sommaire	TABLE	DES	MATIERES
PREMIÈRE PARTIE			
LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN TURQUIE : ANALYSE DES PROBLÈMES FONDAMENTAUX — CHOIX D'UNE POLITIQUE A SUIVRE. - 2			
La politique d'expansion - 3			
Le financement de l'expansion - 5			
Incidences de l'expansion sur le commerce extérieur - 6			
Les facteurs qui ont conduit à l'impasse. - 7			
CONCLUSION - 8			
DEUXIÈME PARTIE			
Chapitre 1er. — LA PRODUCTION AGRICOLE. - 11			
Chapitre 2. — LA PRODUCTION INDUSTRIELLE. - 16			
Chapitre 3. — LES RESSOURCES MINIÈRES - 19			
Chapitre 4. — LES TRAVAUX PUBLICS ET LES TRANSPORTS - 20			
ANNEXE : Série de tableaux statistiques - 24			

1.

1. Les membres du groupe de travail de la commission des Questions économiques qui ont pris part au voyage d'étude en Turquie sont les suivants : M. Federspiel (Danemark) Président; M. Cerulli Irelli (Italie), M. Droulia (Grèce), M. Ete (Turquie), M. Kapteijn (Pays-Bas), M. Kalbitzer (République Fédérale d'Allemagne); Secrétaire : M. Jacchia (Secrétariat Général).

2. PREMIÈRE PARTIE

Le développement économique en Turquie Analyse des problèmes fondamentaux Choix d'une politique à suivre



Bien que la Turquie soit considérée un pays sous-développé par rapport aux pays de l'Europe occidentale, l'observateur qui analyse la situation économique actuelle en Turquie constate que les problèmes qui se posent dans ce pays sont, sous certains aspects, très différents de ceux que l'on rencontre dans les autres zones sous-développées de l'Europe méridionale.

Dans le rapport que le groupe a consacré à la Grèce, on a fait ressortir que l'équipement désuet de l'industrie et de l'agriculture, les coûts de production trop élevés, la nécessité d'augmenter le niveau de vie de la population, rendent nécessaire et urgente, en Grèce, la mise en oeuvre d'un plan de développement de l'économie.

La Turquie, par contre, est non seulement dans une phase de rapide développement économique, mais se trouve acculée devant le dilemme de continuer sur la voie d'une expansion accélérée, avec tous les risques que cela comporte, ou de marquer un temps d'arrêt et revoir totalement sa politique économique.

C'est en effet un développement exceptionnel que celui qui a caractérisé l'économie de la Turquie au cours des années qui ont suivi 1950. En quatre ans, le revenu national turc a augmenté de 35 %, le commerce extérieur de 60 %, le volume de la production agricole, qui intéresse les 80 % de la population, de 50 %. Pourtant, le déséquilibre de la balance des paiements a atteint en 1954 plus de 200 millions de dollars. Les prix intérieurs montent continuellement; la livre turque est très faible sur le marché libre; elle y est cotée à un tiers du taux de change officiel.

Il semble bien que le Gouvernement ait mené une politique d'expansion en anticipant sur les moyens qu'il aurait eus à sa disposition et dont une partie n'aurait pu venir que de sources extérieures. Cette politique a donné de très bons résultats jusqu'en 1952, dans une période où la conjoncture mondiale était favorable aux produits agricoles; mais lorsque la baisse de la conjoncture a fait son apparition sur les marchés des matières premières, le Gouvernement n'a pas adapté—ou n'a pas pu adapter — sa politique aux conditions nouvelles. Les résultats de cette divergence entre la conjoncture mondiale, qui était en baisse, et la politique expansionniste, qui était poursuivie à l'intérieur du pays, ont été l'accroissement du niveau-des prix et l'accumulation d'un déficit extérieur.

Il importe donc d'analyser l'évolution récente de la situation économique en Turquie, et de formuler les observations qui ont été suggérées aux membres du groupe par l'étude de cette situation et les échanges de vues qu'ils ont eus en Turquie au cours de leur visite au mois d'avril 1955.

En ce qui concerné la politique du Gouvernement dans les années à venir, les membres du groupe ne disposent pas, comme c'est le cas pour la Grèce (plan décennal), d'un document officiel qui leur permette d'apprécier, sur la base de données précises, les incidences de cette politique. Il semble résulter des démarches accomplies par les membres du groupe qu'un plan de développement émanant des administrations compétentes du Gouvernement turc n'existe pas, ou tout au moins n'existe pas officiellement.

La politique d'expansion

L'agriculture, on vient de le dire, est l'occupation principale de 80 % de la population turque; il est naturel que les progrès accomplis dans ce secteur de l'économie nationale soient ceux qui frappent en premier lieu.

De 1949 à 1954, le volume de la production agricole a augmenté de 50 %. Il est certain que l'expansion a été grandement facilitée dans les premières années par des conditions climatiques absolument exceptionnelles. Mais il est certain aussi que ces résultats ont été obtenus, dans une large mesure, grâce à l'extension des superficies cultivées, à la mécanisation et à l'accroissement des crédits agricoles. L'accroissement de la superficieensemencée a été dû à son tour principalement aux mesures prises par le Gouvernement pour assurer aux agriculteurs un prix élevé pour leur blé, grâce aux opérations de l'Office des Produits du Sol (Toprak). Bien qu'indirectement, le développement du réseau routier, auquel le Gouvernement a consacré de très importants investissements, a aussi contribué à l'extension des cultures.

Cette politique d'expansion agricole rentrait d'ailleurs tout à fait dans le cadre des mesures que l'O. E. C. E. avait recommandées à la Turquie dès que celle-ci était devenue membre de l'Organisation. Si l'on songe à une division internationale du travail, il apparaît en effet que c'est en développant son agriculture que la Turquie peut obtenir la « marge d'avantages maximum ». En termes de coûts comparatifs, c'est avec les céréales, le coton, etc., qu'elle se trouve la mieux placée dans la communauté européenne. Il fut donc recommandé à la Turquie d'accroître sa production en ce domaine et dans celui des matières premières, en exportant le surplus de sa production vers les pays de l'Europe occidentale, et en permettant ainsi à cette dernière de diminuer les achats effectués dans la zone dollar. Par contre, la Turquie donnerait la préférence

aux pays de l'O. E. C. E. pour ses achats de biens d'équipement et de produits de consommation. Le Gouvernement turc ne se refusa pas à appliquer le système de libération des échanges préconisé par l'O. E. C. E.

L'expansion agricole fut accompagnée par une expansion généralisée dans les autres secteurs de l'économie, et des commandes de véhicules automobiles, de tracteurs, de machines, de matériels mécaniques de toutes sortes furent placées à l'étranger et facilitées par l'octroi de généreuses conditions de crédit, ainsi que par les mesures de libération précédemment mentionnées.

Dans les industries et dans les mines, l'Etat seul, de 1950 à 1953, a investi plus de 2 milliards de livres turques (eii valeur actuelle).

L'augmentation générale des revenus, qui accompagna cette expansion économique, provoqua une brusque entrée dans le secteur monétaire de larges fractions de la population qui, auparavant, vivaient pratiquement en autarcie. Ainsi, le seul revenu des paysans produit par la vente des céréales passa de 150 millions de livres turques en 1950 à 500 millions en 1953. La consommation de produits alimentaires, auparavant considérés comme « de luxe », tels que le lait, la viande et les fruits, monta en flèche et leurs prix aussi. La demande des biens de consommation manufacturés et des instruments de production suivit cette tendance. Ce processus se traduit inévitablement, dans un pays économiquement sous-développé, par l'élargissement soudain des débouchés intérieurs qui s'ouvrent aux commerçants importateurs. Leurs revenus s'accroissent à leur tour en fonction de l'activité accrue dans les villes et dans le commerce extérieur. Entre fin 1952 et fin 1953, les prix de gros avaient augmenté de 6 %. Entre fin 1953 et juillet 1954, leur hausse fut encore de 6 %. Ces hausses provoquèrent naturellement un développement de stocks spéculatifs, et les choses allèrent en s'aggravant.

Le financement de l'expansion

Les banques satisfirent libéralement, pendant cette période, la demande de crédit, ce qui favorisa d'un côté les initiatives nouvelles et l'esprit d'entreprise dans tous les secteurs, mais qui stimula d'autre part les importations spéculatives; de nombreux spéculateurs escomptèrent une hausse des prix et la raréfaction de l'offre à la suite d'inévitables mesures restrictives, et ils passèrent en conséquence de nombreuses commandes à l'étranger, grâce aux crédits bancaires qui leur étaient ouverts.

La proportion entre les réserves liquides des banques et leurs dépôts marqua une chute continue au cours de ces dernières années. L'épargne nationale montra de plus en plus une tendance à se placer dans les dépôts à vue; ainsi, les banques commerciales ne pouvaient se servir de ces dépôts pour financer les investissements. Les dépôts à vue provoquèrent un gonflement du crédit sur le marché commercial et un manque de capitaux sur le marché des investissements. Ainsi, une large partie du développement fut financée en ayant recours aux crédits budgétaires, aux avances de la Banque d'Etat. Le taux d'expansion monétaire atteignit 30 % par an en 1953-1954.

On peut bien dire que la structure bancaire et budgétaire fut dépassée par l'importance du progrès économique. L'Etat ne pouvait pas agir sur cette expansion : la Banque centrale ne réescompte pas d'effets commerciaux, de sorte qu'une politique de variation du taux d'escompte aurait été inapplicable. Même une politique de open market aurait été inadéquate, puisqu'il n'existe, pratiquement pas de marchés des capitaux.

Pratiquement désarmé dans son action vis-à-vis de la monnaie, l'Etat a été également faible dans son action budgétaire. Le déficit du budget de l'Etat et des treize budgets annexes atteignait, selon le Fonds Monétaire International, 394 millions de livres turques en 1952 et 516 en 1953. Le budget militaire absorbe d'autre part plus de la moitié des dépenses courantes. Du côté des recettes, si on note une stabilité des rentrées, due, aux impôts directs, les larges exemptions fiscales dont bénéficie l'agriculture jouent en sens inverse, de même que l'accroissement continu de la dette publique.

Incidences de l'expansion sur le commerce extérieur

A la suite de l'expansion que l'on vient de décrire, on a pu constater un fort accroissement des exportations (80 % de 1948 à 1952) particulièrement marqué pour les céréales et le coton; mais, durant la même période, les importations augmentèrent d'une manière réellement vertigineuse (environ 200 %). Il en résulta un fort déséquilibre de la balance commerciale et de la balance des paiements, déséquilibre tel que le Gouvernement se vit, en septembre 1952, dans l'obligation de mettre fin au système de libération.

Mais même après cette mesure, la situation ne cessa d'empirer. L'effet principal de la hausse des prix intérieurs fut l'augmentation rapide du déficit extérieur. Celui-ci, qui s'éleva, en ce qui concerne la balance commerciale, à 193 millions de dollars en 1952, et qui fut légèrement réduit en 1953 (137 millions) a été estimé, pour 1954, à plus de 200 millions de dollars. A ce déficit de la balance commerciale s'ajoutent les dépenses invisibles et les amortissements des dettes existantes. L'ensemble est couvert en partie par l'aide améri: caine et les prêts de la Banque Internationale et du Fonds Monétaire International, et en partie par des mouvements de capitaux, au sens large du terme, parmi lesquels les arriérés des transferts ont tenu une place importante.

Une situation également grave se retrouve, sur le plan plus restreint européen, vis-à-vis de l'Union Européenne de Paiements. La balance des paiements de la Turquie à l'égard de la zone U. E. P. s'est soldée, au premier semestre 1954, par un déficit de 57 millions d'unités de compte; l'Organisation a décidé, en juin 1954, d'élever le quota de la Turquie de 50 à 60 millions d'unités de compte tandis que le déficit cumulatif net de la Turquie s'élevait à cette époque à 308 millions d'unités de compte. Ceci d'ailleurs n'a pas été sans conséquence sur l'orientation du commerce extérieur de la Turquie. En effet, les déficits accumulés vis-à-vis de l'U. E. P. sont réglables en or lorsqu'ils dépassent le quota. La Turquie n'a donc plus de raisons de change pour préférer les marchandises européennes aux marchandises dollar ou autres. Cet état de choses et les difficultés d'écouler ses produits sur le marché européen amenèrent en effet les autorités turques à conclure ces temps derniers une série d'accords bilatéraux avec des pays non membres de l'U. E. P. (Espagne, Pologne, Yougoslavie, Brésil), accords qui permettent à la Turquie de vendre plus cher les produits turcs, mais qui entraînent, en contrepartie, l'achat de produits étrangers à des prix plus élevés.

Les facteurs qui ont conduit à l'impasse

Les exportations, on l'a vu, n'ont pas suivi l'accroissement des importations. Sans analyser en détail les problèmes complexes qui sont à la base de ce phénomène, il suffit d'indiquer sommairement les principaux facteurs qui ont influencé dans un sens négatif les exportations et qui ont stimulé les importations.

Tout d'abord, en ce qui concerne les exportations : le déséquilibre entre les prix sur les marchés intérieur et international. Les prix des matières premières et des produits agricoles subirent une forte hausse après la guerre de Corée, mais dès 1951 ils se stabilisèrent pour baisser ensuite régulièrement. En Turquie, si les prix de certains produits, comme la laine et le coton, suivirent l'évolution mondiale, les prix des céréales, et tout particulièrement du blé, furent augmentés au lieu d'être abaissés, ce qui mit le pays en très mauvaise posture sur le marché exportateur.

Un autre facteur négatif a été la mauvaise adaptation de quelques produits agricoles turcs à la demande mondiale. Alors que les prix de certaines céréales sont déterminés par le Gouvernement, les prix des autres produits agricoles en Turquie se déterminent librement, suivant la loi de l'offre et de la demande. La structure de la production est naturellement influencée par les rapports existant entre ces prix. Or, à l'étranger les prix des divers produits agricoles varient suivant la demande, alors qu'en Turquie les prix des mêmes produits restent inchangés ou varient d'une manière différente, la production et, par conséquent, les possibilités d'exportation du pays ne s'adaptent pas aux conditions extérieures.

En ce qui concerne les facteurs qui ont agi sur les importations, il faut signaler : en premier lieu, l'accroissement de la propension marginale à importer, qui est la conséquence naturelle, dans les pays sous-développés, de la hausse exceptionnellement élevée du taux d'accroissement des revenus (7 % par an en moyenne en Turquie) et des investissements.

D'autre part, le soutien des prix agricoles a donné brusquement aux masses paysannes un pouvoir d'achat considérable. Celui-ci fut en partie consacré à des achats d'outillage, mais fut surtout affecté à des achats de biens de consommation, provenant soit du pays même, soit de l'étranger (d'où accroissement considérable des importations).

Enfin, les nouveaux investissements gouvernementaux, auxquels s'ajoutèrent les investissements privés, accrurent les importations directes aussi bien qu'indirectes.

Puisque la propension marginale tend normalement à s'accroître — comme on vient de le dire — dans les pays en voie de développement, et que cet accroissement met en danger l'équilibre de la balance des paiements, les pays en cours d'expansion ont avantage à maintenir un contrôle sur les importations. En Turquie, la période d'évolution rapide coïncida avec la libération des échanges. Lorsque des mesures furent prises pour suspendre la libération, le déficit tendait déjà à devenir chronique.

Conclusion

Il ressort des conversations que le groupe de travail a eues à Ankara avec des membres du Gouvernement et du Parlement turcs que le Gouvernement turc se considère comme tenu, dans les circonstances actuelles, de poursuivre sa politique d'expansion économique tout en prenant les mesures nécessaires pour pallier tous les risques économiques que celle-ci peut impliquer, notamment la poussée inflationniste presque inévitable en période d'expansion.

On a souligné, do source turque, que le stade où se trouve actuellement l'économie turque ressemble, à maints égards, à la situation des Etats-Unis au milieu du xix^e siècle et à celle d'autres pays d'outre-mer au stade correspondant de leur évolution.

Le Gouvernement turc se rend compte qu'il lui est impossible de réaliser cette expansion économique sans remédier au déficit de sa balance des paiements, soit par des investissements de capitaux étrangers, soit par de larges crédits à long terme. Le problème essentiel est donc d'offrir aux capitaux étrangers des conditions suffisamment attrayantes pour les inciter à s'investir en Turquie et de s'assurer les crédits nécessaires.

Au cours de sa visite en Turquie, le groupe de travail a été informé d'un certain nombre des objectifs que se sont fixés les autorités turques : développement des ressources en énergie électrique, amélioration des transports, création de nouvelles industries, exploitation des riches ressources minières du pays, etc. Il a pu, d'autre part, se faire une idée précise de la politique d'accroissement du pouvoir d'achat du monde agricole; cette politique est poursuivie, non seulement par les activités de l'Office Toprak, qui garantit des prix minimum, mais aussi par le contrôle des investissements en vue d'améliorer l'exploitation des terres.

Cependant, le groupe de travail n'a pas eu connaissance d'un plan général de développement économique. La raison en est peut-être que l'économie turque et, partant, le courant des investissements d'origine interne dépendent en grande partie du rapport extrêmement variable de la production agricole.

Le problème de la Turquie diffère, sur un point, de celui des autres régions surdéveloppées d'Europe; il n'y a pas, en Turquie, de problème d'excédent démographique, bien que, dans certains secteurs, il puisse exister un certain sous-emploi imputable à l'insuffisance des investissements. Le taux élevé des naissances indique qu'il faudra, dans les prochaines années, accélérer les investissements si l'on veut maintenir, comme il est souhaitable, l'accroissement régulier du niveau de vie de la population.

Le groupe de travail a également constaté la nécessité pour la Turquie de faire appel à des techniciens étrangers, parallèlement aux investissements, notamment dans les secteurs industriel et commercial. Le niveau de l'instruction demeure très insuffisant dans un grand nombre de communes rurales; les installations scolaires font encore défaut et le pourcentage des analphabètes est considérable. Il importe que la Turquie constitue d'urgence une classe moyenne d'employés, de contremaîtres, de mécaniciens, d'ouvriers spécialisés, etc., capable de remplir les fonctions courantes d'une communauté en expansion.

Le groupe de travail a été favorablement impressionné par les efforts que déploie le Gouvernement turc en ce qui concerne la formation technique dans l'agriculture, les pêcheries et l'industrie. Cependant, dans ce pays, les établissements existants sont loin de suffire aux besoins urgents de formation poussée. Il y a lieu de toute évidence d'intensifier les activités dans le domaine de l'enseignement.

Le développement des entreprises industrielles privées est encouragé par le Gouvernement actuel qui, dès l'abord, s'est lancé dans une politique de passage de l'industrie nationalisée à l'entreprise privée. Cependant, lorsque l'initiative privée n'aboutit à aucune réalisation constructive dans le cadre des objectifs industriels fixés par le Gouvernement, celui-ci est normalement disposé à créer les entreprises nécessaires, en les dotant toutefois d'une direction indépendante. Dans certains cas, le Gouvernement effectue les investissements nécessaires aux mêmes conditions que les bailleurs de fonds privés. Le groupe de travail a eu l'impression que beaucoup des usines existantes atteignaient une haute qualité technique et il a constaté que l'Aide Marshall avait contribué dans une large mesure au développement du secteur industriel, mais que les usines en activité (bien que servant d'entreprises-pilotes) étaient loin de suffire, même à la demande interne.

Le problème que doit résoudre le Gouvernement turc consiste à stabiliser la situation financière interne et la balance des paiements dans la mesure nécessaire pour créer le climat de confiance propre à attirer les investissements gouvernementaux ou privés étrangers, sans que l'économie nationale s'en trouve trop grevée dans la période d'expansion, et pour établir des conditions telles que l'épargne privée se porte vers les investissements à long terme.

Étant donné la situation de la balance des paiements extérieurs, le Gouvernement devra naturellement envisager la question de la valeur de la livre turque sur le marché international.

Enfin, il est d'une importance essentielle que les pays étrangers, et notamment les pays membres du Conseil de l'Europe, s'intéressent au développement de la Turquie et contribuent à assurer à ce pays les capitaux étrangers nécessaires. La loi du 20 janvier 1954, qui garantit les investissements étrangers et qui, selon les déclarations faites au Parlement par le ministre des Finances de Turquie, a incité, jusqu'au début de cette année, 105 entreprises étrangères à investir en Turquie 232 millions de livres turques, offre un exemple de la politique positive que le Gouvernement pourrait poursuivre à cet égard sur le plan international. Dans la mesure où, en plus des mesures déjà adoptées, le Gouvernement turc mènera l'action nécessaire pour améliorer la situation économique du pays, la Turquie sera assurée de trouver, grâce à la coopération internationale, les capitaux étrangers indispensables à son développement économique.

3. DEUXIÈME PARTIE

3.1. CHAPITRE 1er

La production agricole

Les ressources agricoles

L'agriculture occupe en Turquie une place prédominante : elle fait vivre 80 % de la population et représente plus de la moitié du revenu national.

L'absence de connaissances techniques de la population rurale, la basse consommation d'engrais, les méthodes d'assolement séculaires rendent l'agriculture étroitement dépendante des conditions naturelles'. Montagnes et plateaux occupent une grande partie du pays; les pluies sont souvent insuffisantes et irrégulières, l'irrigation encore peu répandue. Aussi les contrastes sont-ils très marqués entre les vallées fertiles de la Mer Egée, le vaste plateau de l'Anatolie centrale avec sa monoculture du blé, et les montagnes de l'Anatolie orientale. Les membres du groupe de travail, qui parcoururent les régions de la Mer Egée, de Balıkesir à Smyrne, et traversèrent le plateau d'Anatolie entre Ankara et Eskişehir et entre Ankara et Konya, purent constater les frappantes différences existant entre ces diverses régions.

Ces différences entraînent une grande diversité des cultures. Les céréales tiennent la première place : le blé en nombreuses variétés, l'orge, le maïs, cultivé dans les régions chaudes de la Mer Noire, les céréales pauvres, comme le seigle et le millet. Les cultures industrielles, betteraves, tabac, coton, sont en développement constant. Les fruits turcs concurrencent facilement ceux du littoral méditerranéen.

Étant donné l'importance de l'agriculture dans l'économie turque, et la différence considérable entre les niveaux de vie urbain et rural, l'augmentation de la productivité agricole semble être une condition primordiale du développement économique. Telle est, en tout cas, l'opinion du Gouvernement, dont la politique a permis un développement notable de la production agricole au cours de ces dernières années. Cette politique comportait trois aspects principaux : une réforme agraire, l'extension de l'emploi de moyens techniques, et enfin une politique de crédit agricole.

La réforme agraire

La loi de la réforme agraire, qui a été mise en application au début de 1946, visait principalement à la distribution des terres incultes appartenant à l'État; ces terres devaient être distribuées aux fermiers, métayers et ouvriers agricoles, ainsi qu'aux réfugiés ne possédant pas de terres.

La distribution des terres a pris un grand élan depuis 1950. Les bénéficiaires doivent payer la valeur des terres dont ils deviennent propriétaires dès la sixième année de l'acquisition en vingt versements annuels, en termes égaux et sans intérêt. L'application de ce vaste projet, qui s'applique surtout aux propriétés de l'État (les domaines particuliers sont expropriés seulement lorsqu'ils dépassent 500 hectares), vise à supprimer un prolétariat agricole de plus de 5 millions de paysans.

Au cours des dix premières années de la mise en application de cette loi, des résultats importants ont été obtenus. Le tableau ci-dessous, élaboré par le Ministère turc de l'Agriculture, fournit les données essentielles relatives à l'étendue des terres distribuées, au montant de la valeur de ces terres et au nombre de familles bénéficiaires au cours des années écoulées entre 1946 et 1954.

Distribution des terres depuis Application de la loi sur la réforme agraire

Années	Nombre de familles bénéficiaires	Etendues distribuées : dönüm (1.000 m ²)	Pacages et prairies mis à la disposition des villages	Montant de la valeur des terres distribuées
1946	461	15.852	00	00
1947	1.807	57.967	00	272.751
1948	6.403	292.151	00	1.244.177
1949	10.186	468.307	00	2.630.315
1950	19.137	843.001	422.190	7.391.648
1951	31.414	1.015.909	1.674.311	5.610.301
1952	42.889	1.851.116	1.205.491-	13.463.618
1953	41.574	2.258.533	1.193.228	17.394.103
1954	44.859	2.539.820	1.090.719	19.907.969
Total .	198.730	9.943.376	5.045.945	67.914.882

La modernisation de l'agriculture

Il semble qu'il soit plus facile en Turquie que dans les autres pays de l'Europe méridionale d'accroître la productivité agricole, sans consacrer à cette tâche d'importants investissements. Il serait aisé, semble-t-il, de remplacer la méthode séculaire qui consiste à alterner la culture des céréales avec la mise en jachère, par un système d'assolement plus rationnel et plus intensif; cette transformation pourrait être réalisée en effectuant des travaux d'irrigation relativement peu coûteux (puits artésiens), et surtout en utilisant plus d'engrais. L'utilisation d'engrais est en effet encore peu répandue si on la compare à celle des autres pays de l'Europe méridionale, et le prix actuel des engrais est trop élevé pour la plupart des paysans.

La modernisation implique aussi naturellement un accroissement de la mécanisation de l'agriculture. Grâce à la conjoncture favorable dont a bénéficié l'agriculture pendant les années 1952-1953, conjoncture qui s'est traduite par une augmentation sensible des revenus agricoles, de nombreux paysans ont pu acquérir, ces dernières années, des tracteurs et des machines (le nombre des tracteurs est passé de 10.000 en 1950 à 35.000 environ en 1953). Le développement récent de la mécanisation a sans doute été profitable à l'agriculture; il a contribué notablement à accroître la superficie des terres cultivées et à diminuer les coûts de production.

La modernisation de l'agriculture suppose enfin la diffusion, parmi les agriculteurs des connaissances techniques nécessaires. Malgré les efforts du Gouvernement, la tâche à accomplir dans ce domaine est encore immense. Selon des chiffres cités par le ministre des Finances au cours de la présentation à la Chambre du budget pour l'année fiscale 1955, le nombre des cours agricoles pour fermiers, qui était de 103 en 1950, a été porté à 989 en 1954. Au sein du comité d'experts pour l'Europe méridionale créé par la Commission Économique pour l'Europe, une attention toute particulière a été consacrée à ce problème dans le cadre des mesures qui pourraient être prises en coopération avec les autres pays de l'Europe méridionale.

Le crédit agricole

Pour le financement des améliorations agricoles, les agriculteurs font surtout appel à un organe étatique de crédit : la Banque de l'Agriculture. Celle-ci accorde des crédits à court et à long terme; les remboursements de crédit sont portés comme accroissement du capital de la Banque.

Comme en Grèce cependant, le crédit qui peut être fourni par la Banque de l'Agriculture est nettement insuffisant aux besoins des exploitants. Il sert essentiellement à assurer la survie jusqu'à la rentrée de la récolte, mais n'est pas fourni en quantité suffisante pour pouvoir être affecté à des investissements qui, seuls, pourraient accroître le rendement et améliorer les cultures. Les agriculteurs reçoivent aussi des crédits des banques commerciales ou autres bailleurs de fonds occasionnels ; la politique du Gouvernement tend cependant à pourvoir totalement de crédits les agriculteurs à travers la Banque de l'Agriculture.

Il faut signaler aussi la formation de coopératives de crédit qui, encouragées par le Gouvernement, groupent à l'heure actuelle plusieurs centaines de milliers d'agriculteurs et disposent d'un capital considérable.

Réalisations

La politique du Gouvernement, dont on vient de décrire les aspects principaux, a abouti à des réalisations qui sont considérables, même si l'on tient compte du fait que cette politique a été favorisée, au cours des années 1952-1953, par des conditions climatiques exceptionnellement favorables.

La production des céréales est passée de 7 millions de tonnes en 1950 à 12,3 millions de tonnes en 1952 et à 14,3 en 1953 (pour retomber cependant brusquement ensuite à 9,5 en 1954). La production de betteraves, qui était de 621.000 tonnes en 1946, a atteint 1,1 million de tonnes en 1952, tandis que la production de coton est passée de 78.000 tonnes en 1950 à 165.000 tonnes en 1952, dont 70.000 sont exportées. Les surfaces cultivées sont passées de 9,5 millions d'hectares en 1950 à 12,8 en 1954. La production par tête d'habitant s'est accrue considérablement : de 371 kilos en 1950, elle s'est élevée à 600 kilos en 1953.

Ces progrès ont eu une influence directe sur le niveau de vie du paysannat, dont le revenu annuel est passé (sur la base de l'indice 100 en 1939) à 102 en 1949, à 124 en 1952 et 128 en 1953. C'est là une amélioration qui est importante pour l'équilibre économique intérieur de la Turquie; elle ne doit cependant pas être considérée comme un maximum; il est indispensable de poursuivre les efforts — et ! le Gouvernement en est convaincu — pour réduire encore davantage l'écart qui existe entre les niveaux de vie à la campagne et à la ville.

Surface cultivée et production agricole¹ (1946-1954)

ANNÉES	SURFACE CULTIVÉE EN MILLIERS D'HECTARES					PRODUCTION EN MILLIERS DE TONNES				
	Céréales	Légumineuses	Coton	Autres plantes industrielles	Total	Céréales	Légumineuses	Coton	Autres plantes industrielles	Total
1946/50...	7.735,0	396,5	300,9	442,1	8.874,5	7.069,5	330,0	78,3	1.040,7	9.118,5
1950	8.244,2	426,8	448,5	464,9	9.584,4	7.763,9	381,7	118,0	2.022,9	10.286,5
1951	8.807,4	418,3	641,8	451,2	10.316,0	10.672,0	411,0	150,0	2.746,4	13.986,4
1952	9.868,0	435,6	675,0	483,1	11.461,7	12.242,0	478,1	105,0	2.717,7	15.602,8
1953	11.077,2	457,8	604,7	547,9	12.687,6	14.343,9	501,5	139,0	2.985,3	17.969,7
1954 ²	11.293,3	460,5	581,8	525,9	12.861,5	9.598,2	419,2	142,0	2.956,0	13.115,4

3.2. CHAPITRE 2

La production industrielle

Vindustrie sidérurgique

A la suite d'un accord de crédit conclu entre la Grande-Bretagne et la Turquie en 1936, une industrie sidérurgique a été créée à Karabük, à proximité du bassin houiller, et confiée à un groupe métallurgique anglais. Actuellement, la compagnie exploite une cokerie (dont la production annuelle dépasse 300.000 tonnes), deux hauts fourneaux, une fonderie dont la production en 1933 s'approchait de 200.000 tonnes annuelles, ainsi qu'une usine à tubes et une usine d'acide sulfurique et de superphosphates. Le fer, le charbon, la chaux et le minerai de manganèse nécessaires à l'industrie sidérurgique sont tous extraits du sous-sol national. On envisage que dans le proche avenir la capacité de l'industrie sidérurgique s'élèvera à 600.000 tonnes pour les cokeries, 320.000 tonnes pour les hauts fourneaux, 250.000 tonnes pour les fonderies et 200.000 tonnes également pour les laminoirs.

L'industrie textile

1. Source : Mémoire du ministre des Finances accompagnant la présentation du budget pour l'année fiscale 1955.
2. Chiffres provisoires.

L'industrie textile turque a été encouragée par les plans quinquennaux. Avec l'aide de spécialistes étrangers, la Banque Sûmer a procédé à la construction ou à la modernisation de plusieurs fabriques travaillant le coton et la laine.

Contrairement à l'industrie sidérurgique, entièrement étatisée, l'industrie textile se partage entre un secteur public et un secteur privé, L'État contrôle 60 % environ de la production lainière et seulement 35 % de celle du coton.

Le tissage des tapis est une tradition en Turquie. Il se fait partout dans le pays, et notamment dans la région de l'Egée. L'emplacement des usines a été choisi de manière à drainer le plus possible les matières premières nationales.

L'industrie de la cellulose et du papier

Depuis 1936, cette industrie s'est développée régulièrement, en corrélation avec le reboisement entrepris sur tout le territoire.

Les deux fabriques d'Izmit produisent une gamme de produits allant du papier à cigarette au carton. Des usines de rayonne et de cellophane sont en achèvement à Gemlik. La production de papier et de carton, qui a doublé de 1951 à 1953 (46.000 tonnes en 1953) est en progression constante.

Les manufactures pour la production de cigarettes sont entièrement contrôlées par l'État à travers un organisme central : la Direction Générale des Monopoles. Les membres du groupe de travail purent visiter, au cours de leur séjour à Istamboul, l'une des plus modernes et des plus importantes fabriques nationales³

L'industrie du ciment

Le rôle du ciment est primordial dans un pays où les travaux publics et la construction sont en plein développement. La Turquie disposait en 1948 de six cimenteries fournissant 327.000 tonnes de ciment. La production atteignait 456.000 tonnes en 1952. La mise en route, à la fin de l'année en cours, de la grande usine de Smyrne, ainsi que les améliorations et agrandissements apportés aux autres principaux établissements du pays, assurent à la Turquie une capacité de production qui est évaluée à un million de tonnes. Une société, fondée en septembre 1953, se propose de créer 38 nouvelles fabriques dans différents points du territoire. Elle s'est chargée de construire quinze usines clans le plus bref délai; après l'achèvement de cette première tranche du programme, la production annuelle de ciment devrait dépasser deux millions de tonnes.

La production des tuiles et des briques est également en plein développement. Jusqu'à ces dernières années, la production de tuiles et de briques se faisait clans un grand nombre de petits établissements employant quelques dizaines d'ouvriers et appliquant les méthodes classiques de la fabrication non-mécanique. Au cours de ces dernières années, un certain nombre de grands établissements, dont la production est entièrement mécanisée, ont été construits en différents points du pays. Les membres du groupe de travail ont pu visiter à Eskizehir une fabrique jouissant d'installations ultra-modernes; elle atteint une production annuelle de 14 millions de briques. Un projet d'agrandissement des ateliers portera, au cours de l'année prochaine, la production à 18 millions de briques⁴

Les industries chimiques

En Turquie, la création d'une industrie chimique se fait en fonction des besoins de l'agriculture et de l'industrie. Elle vise à la fois à la fabrication d'une partie des engrais nécessaires à l'agriculture et à celle des produits chimiques de base, indispensables à l'industrie (acide sulfurique, chlore, soude caustique). Mais les progrès dans cette branche industrielle sont assez faibles.

Les industries alimentaires

La principale industrie alimentaire est celle du sucre, industrie qui constitue un facteur essentiel du relèvement agricole et industriel du pays. La production de sucre, de 137.000 tonnes en 1950, est passée à 163.000 en 1952, et semble dépasser actuellement les 200.000 tonnes. Les membres du groupe de travail visitèrent au cours de leur voyage l'établissement d'État pour la production de sucre d'Eski-zehir, dont l'équipement a été totalement renouvelé au cours de ces dernières années et qui est un des premiers du pays⁵

3. Voir compte rendu de la visite en Turquie (Doc. AS/EC (G) 33).

4. Voir compte rendu cité précédemment.

En raison de la qualité et de la variété de ses fruits et de ses légumes, et de l'abondance de son poisson, la Turquie peut donner une grande extension à l'industrie des conserves. L'Office National de la Viande et du Poisson, organisme d'État dont le siège est à Ankara et qui a des succursales dans les principaux centres du pays, coordonne les activités pour stimuler la production en ce domaine. Les membres du groupe de travail visitèrent à Istamboul les installations frigorifiques modernes pour la conservation du poisson, ainsi que l'Institut des Pêcheries qui coordonne toutes les activités dans le domaine de la pêche en vue d'une meilleure exploitation des eaux de la Turquie et, par conséquent, d'une modification et d'une amélioration du régime alimentaire de la population.

3.3. CHAPITRE 3

Les ressources minières

Le charbon

La Turquie possède le seul bassin houiller notable du Proche-Orient. Il est situé le long de la Mer Noire, et le siège central de l'exploitation est Zonguldak.

Ce gisement s'étend sur 200 km et ses réserves probables sont évaluées à 700 millions de tonnes.

Dans d'autres régions de la Turquie, notamment à Kozlu, des travaux de prospection sont en cours et de nouveaux puits sont forés en vue de développer la production et de faire face aux besoins croissants de l'économie turque. Ces nouveaux travaux visent non seulement à accroître la production, mais à garantir une plus grande sécurité de l'exploitation et à en réduire les frais. La production de charbon, qui était de 2,5 millions de tonnes en 1938, est passée à 4,8 millions de tonnes en 1952. La Turquie a commencé à exporter son charbon.

Il faut signaler que la production des lignites a aussi marqué une progression très rapide : de 76.000 tonnes en 1938 à 1.373.000 tonnes en 1952.

Le fer

Commencée en 1938 par l'Etibank, l'exploitation des mines de fer ne suffit pas aux besoins de l'industrie. La production de minerai, qui avait atteint quelques centaines de milliers de tonnes en 1939, s'est abaissée régulièrement jusqu'en 1951. Un nouvel effort a été fait alors par l'Etibank; de nouvelles installations ont été établies, qui ont permis une reprise de la production. Les progrès sont toutefois encore assez lents, et il semble bien que ce domaine ouvre de larges perspectives de développement.

Le cuivre et le chrome

Les gisements de cuivre semblent être importants. Actuellement, deux grands centres miniers sont en exploitation dans les régions de Bortcha et d'Elazig.

La Turquie est le premier producteur de chrome du monde. La production de cet important minerai a doublé entre 1949 et 1952, et elle a atteint en cette dernière année 805.000 tonnes. 700.000 tonnes ont été exportées en 1952, faisant de la Turquie le premier exportateur mondial.

Le pétrole

Bien que l'Institut de Recherches et d'Exploitation minière consacre plus du quart de ses ressources financières à la prospection pétrolière, les recherches entreprises n'ont pas encore abouti à des résultats très appréciables (20.000 tonnes en 1953). Une loi a été votée le 6 mars 1954 autorisant la prospection de gisements pétroliers par les compagnies étrangères.

3.4. CHAPITRE 4

Les travaux publics et les transports

5. Voir compte rendu cité précédemment.

Dans un pays en voie de développement, et dont les centres sont extrêmement éloignés les uns des autres, le problème des communications acquiert une importance essentielle. D'autre part, le développement des différents moyens de communication constitue un pas important vers l'intégration de l'économie du pays. L'extension du réseau routier permet de mettre en valeur des ressources jusqu'ici inexploitées.

Dermis la fin de la deuxième guerre mondiale, qui avait interrompu les plans antérieurs, le Gouvernement turc a dressé et exécuté en partie, dans le domaine des transports, un certain nombre de programmes, à longue échéance pour la plupart, concernant le développement des chemins de fer, des routes et des installations portuaires. En accord avec la Mission américaine pour l'Aide à la Turquie, le Ministère turc des Travaux Publics a établi en 1948 un programme de construction et de réédification de routes qui s'étend sur neuf ans et se divise en trois périodes de trois années chacune. Ce programme prévoit la construction, la reconstruction, l'amélioration et l'entretien d'un réseau national de routes praticables en toute saison, d'une longueur totale de 24.000 kilomètres, et dont le coût est estimé à un milliard et demi de livres turques environ. La Turquie a pu, par la construction de nouvelles routes, et en convertissant des pistes en routes praticables en toute saison, étendre, au cours de ces dernières années, son réseau routier de plus de 5.000 kilomètres. Les membres du groupe de travail ont parcouru quelques-unes des plus importantes routes du pays récemment remises en état. Ils se sont rendus en automobile d'Istanbul à Ankara en parcourant, sur plusieurs centaines de kilomètres, cette très importante artère dont l'aménagement définitif n'est pas encore terminé. Une partie des membres du groupe s'est rendue en voiture d'Ankara à Konya par la nouvelle route qui relie la capitale turque à cet important centre agricole du pays. Ils ont parcouru les routes conduisant d'Ankara à Eskizhir, d'Eskizhir à Bursa, et de Balikesir à Smyrne. Ils ont pu se rendre compte partout de l'importance du problème routier et des efforts en cours pour améliorer le réseau. Au cours de l'entretien que le ministre turc des Transports eut à Ankara avec les membres du groupe, le ministre insista tout particulièrement sur la gravité du problème des routes. Il révéla⁶ que sur les 22.000 kilomètres de routes existants, seulement 5.000 pourront être maintenus en état par des travaux normaux d'entretien au cours des prochaines années; le reste du réseau devra être totalement reconstruit, et cela pose un problème de financement qui pourra difficilement être résolu avec les seules ressources financières intérieures. Grâce au programme routier exécuté au cours des dernières années, le prix moyen des transports — a affirmé le ministre — a baissé de 50 %, ce qui a eu des répercussions favorables très importantes sur l'ensemble des prix.

Les chemins de fer

Il n'est pas inutile de rappeler certains caractères généraux du développement des chemins de fer en Turquie. A l'époque où les chemins de fer turcs étaient construits par des entreprises privées étrangères, les procédés techniques n'avaient pas atteint le niveau élevé d'aujourd'hui et les constructeurs manifestaient une certaine tendance à éviter les ouvrages d'art onéreux tels que les tunnels et les ponts. C'est pourquoi un grand nombre de centres importants du point de vue économique ne sont pas directement reliés entre eux et c'est pourquoi, aussi, les lignes principales, telles qu'Ankara-Istanbul et Ankara-Konya, empruntent des chemins détournés.

Il importe encore davantage de noter que le réseau ferroviaire a été conçu à des fins stratégiques plutôt qu'économiques. Le fait a été particulièrement manifeste au cours des premiers travaux de construction entrepris sous la République, c'est-à-dire pendant la période qui s'est terminée avec le déclenchement de la seconde guerre mondiale. En outre, lorsque les facteurs économiques sont passés au premier plan, la construction de voies ferrées a eu principalement pour objet de favoriser le développement des industries lourdes du pays, notamment les industries du fer et de l'acier, dont l'État est le propriétaire et l'exploitant, et qui, pour la plupart, ont été créées au titre du premier plan quinquennal inauguré en 1934. Les industries du charbon et du ciment ont également bénéficié de ces travaux de construction, surtout au début. Ainsi, les besoins de l'agriculture en matière de transports ont été quelque peu négligés dans les premiers programmes de construction ferroviaire et ils constituent à l'heure actuelle l'un des problèmes les plus importants de l'organisation des transports en Turquie.

En évaluant les difficultés auxquelles doivent faire face aujourd'hui les chemins de fer de l'État turc, il convient également de tenir compte du fait que l'entretien et le remplacement des voies et du matériel ont été gravement négligés, particulièrement au cours de la dernière période du régime des compagnies privées qui s'est terminée en 1934-1935, et que, par la suite, avant la réorganisation qui s'est opérée après la deuxième guerre mondiale et qui se poursuit encore, l'entretien et le remplacement n'ont pas tout à fait répondu aux normes de la technique moderne.

6. Voir compte rendu cité précédemment.

Le Ministère des Travaux Publics a dressé en 1947 un plan dont l'exécution s'échelonne sur quinze ans et qui prévoit surtout la construction de lignes secondaires d'une longueur totale de 2.300 kilomètres, dont le coût est estimé à 800 millions de livres turques. D'importants travaux d'extension ont été accomplis sur les grandes lignes nationales. Parmi ceux-ci il faut mentionner la construction d'un nouveau tronçon de la grande ligne nationale Elazig-Mus-Tatvan, qui fournit un exemple particulièrement intéressant de l'orientation nouvelle des constructions ferroviaires en Turquie; l'objet principal de ce nouvel embranchement est d'ouvrir au commerce une riche région agricole. Au cours de leur voyage, les membres du groupe de travail visitèrent à Eskizehir un important établissement pour la réparation et l'entretien du matériel ferroviaire.

Les ports

Les transports maritimes jouent un grand rôle dans un pays dont le littoral compte 7.126 kilomètres de côtes. Depuis 1948, la Turquie a entrepris un vaste programme de développement portuaire qui vise en particulier à augmenter la capacité des ports et le rendement de leur exploitation. Les investissements projetés, qui s'élèvent à 218 millions de livres turques, ont été en partie réalisés jusqu'à présent. Au début de 1953, les travaux entrepris dans les ports de Trébizonde, d'Istanbul et d'Alexandrette étaient achevés.

Le développement des ports, en ce qui concerne l'établissement des plans, le contrôle et le financement, relève du Ministère des Travaux Publics, tandis que leur exploitation est confiée aux chemins de fer de l'État et à la Banque Maritime. Le ministre des Travaux Publics informa les membres du groupe des projets en cours pour l'aménagement des ports de Smyrne, de Mersin et de Samsoun (dont l'ensemble des travaux a été confié à une firme allemande).

Le ministre des Travaux Publics attira l'attention des membres du groupe sur les problèmes du développement des transports et de l'affectation de fonds plus importants aux travaux publics pour assurer le développement économique du pays. Il souligna que l'extension actuelle de la République turque correspond à celle qui était autrefois la partie centrale de l'Empire Ottoman. Cet Empire s'étendait aux Balkans, à l'Irak et à la Syrie, et c'est surtout dans les régions limitrophes de l'Empire que le Gouvernement central faisait exécuter d'importants travaux publics et développait les moyens de communication. Le plateau d'Anatolie avait été négligé, et le Gouvernement se trouve à l'heure actuelle en face du problème de remplir en quelque sorte ce vide intérieur.

La collaboration internationale au développement des transports en Turquie, collaboration qui pourrait se concrétiser par une aide financière et technique, constituerait un appui précieux aux efforts que le Gouvernement turc accomplit pour le développement économique général du pays.

3.5. SÉRIE DE TABLEAUX STATISTIQUES RELATIFS A LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Tableau 1 - QUELQUES CHIFFRES DONNANT DES INDICATIONS SUR LE PROGRÈS ÉCONOMIQUE EN TURQUIE Indice : 1929 = 100

	TOTAL			PAR HABITANT		
	1938	1948	1952	1938	1948	1952
Revenu national réel...	143	174	231	118	123	149
Production totale de l'industrie ⁷	180	259	335'	149	183	216
Production de la grande industrie ⁸	252	400	538	208	283	347
Production agricole.	133	144	193	110	102	124

7. Y compris les mines et les services publics.

8. Y compris les mines et les services publics.

Tableau 2 - RÉPARTITION DE LA POPULATION ACTIVE DE LA TURQUIE PAR PROFESSION

	EN MILLIERS			RÉPARTITION en pourcentage	
	1927	1935	1950	1927	1950
Agriculture, pêche et forêts.	5.579	6.479	8.200	85,0	79,6
Industrie manufacturière et service publics	241	559	600	3,7	5,8
19 Mines		19	50	0,3	0,5
Autres ⁹	723	883	1.450	11,0	14,1
TOTAL de la population active .	6.562	7.940	10.300 ¹⁰	100	100

Tableau 3 - UTILISATION DES TERRES ARABLES EN TURQUIE En millions d'hectares

	1934	1051	1952
Céréales	5,9	8,8	9,9
Jachères	3,7	5,0	5,6
Autres	1,1	2,0	2,1
TOTAL des terres arables.	10,7	15,8	17,6

Tableau 4 - INVESTISSEMENTS DANS L'AGRICULTURE EN TURQUIE En millions de livres turques et en pourcentages

	EN MILLIONS de livres turques		EN POURCENTAGE	
	1052	1053	1953	
Cheptel ¹¹	109	119	36	
Mécanisation	103	100	31	
Accroissement des terres cultivées	32	16	5	
Bâtiments	29	21	6	
Petit travaux d'irrigation ¹²	9	6	2	
Autres investissements.	70	65	20	
TOTAL	352	327	100	

Tableau 5 PRODUCTION DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE PAR SECTEURS EN TURQUIE En pourcentages de la production totale de l'industrie manufacturière¹³

	1938	1048	1050	1952
Entreprises d'Etat...	18	30	30	29
Grandes entreprises privées. . .	31	25	26	28
Petites entreprises privées. . . .	34	28	27	20
Industries familiales et industries de village	17	17	17	17
TOTAL	100	100	100	100

9. Y compris les forces armées.

10. Ce chiffre diffère beaucoup de celui publié dans les Résumés statistiques, n° 8, de l'Office central turc de Statistique, en raison de corrections apportées pour tenir compte des enfants et des femmes ayant un emploi actif.

11. Y compris l'amélioration des pâturages.

12. Les dépenses des grands projets d'irrigation, faisant partie du programme de travaux publics, ne figurent pas dans le tableau.

	1938	1048	1050	1952
Indice de la production manufacturière	100	141	158	170

Tableau 6 - ACCROISSEMENT DU PRODUIT NATIONAL BRUT EN TURQUIE, PAR SECTEURS En millions de livres turques aux prix de 1948

	TOTAL de produit brut, 1952(en millions de livres turques)	ACCROISSEMENT annuel moyen 1948 à 1952 (en millions de livres turques)	POURCENTAGE de l'accroissement total, 1948 à 1952
Agriculture...	5.800	366	57
Mines	126	9	1
Industries manufacturières...	1.071	59	9
Construction	518	63	10
Autres secteurs	3.213	147	23
TOTAL	10.728	644	100

Tableau 7 - ESTIMATIONS DE LA RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS BRUTS EN CAPITAL FIXE DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS EN TURQUIE En pourcentages

	MOYENNE ANNUELLE 1933-1940	1952
Etat et villes ¹⁴	40	26
Industrie ¹⁵	23	27
Agriculture	11	24
Logements	25	16
Véhicules.	1	7
TOTAL des rubriques ci-dessus.	100	100

13. Les pourcentages sont calculés sur la valeur de la production aux prix constants de 1958.

14. Y compris les transports par chemins de fer et la construction de routes,

15. Y compris les investissements dans les entreprises d'État et dans l'électricité.

Tableau 8 - TURQUIE : QUELQUES RENSEIGNEMENTS DONNANT DES INDICATIONS SUR LES DIFFÉRENCES ENTRE REGIONS

REGION ¹⁶	POSTES DE RADIO par 10.000 habitants en 1951		VEHICULES automobiles par 10.000 habitants en 1951	POURCENTAGE des personnes sachant lire et écrire en 1950 ¹⁷	DENSITE de la population au km2
	Villages ¹⁸	Villes ¹⁹			
Anatolie occidentale et Thrace ..	134	822	28	49,6	44
Anatolie centrale..	34	655	17	35,0	23
Région méditerranéenne	33	416	20	29,2	25
Mer Noire	19	535	10	25,4	44
Anatolie orientale	9	283	6	21,3	18

(a) Pour une délimitation des régions, voir le diagramme

(b) Y compris les communes.

(c) Y compris les districts.

(d) Calculé sur la base de la population âgée de 7 ans et plu

16. Pour une délimitation des régions, voir le diagramme 8

17. Pour une délimitation des régions, voir le diagramme

18. Y compris les communes.

19. Y compris les districts